



# Le Status Protégé Temporaire (TPS) *pour le Mali*

La république africaine du Mali confronte des crises extraordinaires, y compris un conflit armé, l'instabilité politique, et une urgence humanitaire. Les conditions au Mali continue à s'empirer étant donné trois coups d'état militaires, une hausse de violence de la part de groupes extrémistes, des interventions de puissances étrangères, et les abus de pouvoir des forces sécuritaires nationales. Il faut que le gouvernement de Biden désigne la république pour le Statut Protégé Temporaire et protège les milliers de maliens qui vivent aux États-Unis et ne peuvent pas retourner dans leur pays sans danger.

Le nombre de personnes déplacées internes a [augmenté](#) d'environ 40000 en 2017 à plus de 400000 en fin 2022, un accroissement de presque 1000%. Depuis 2020, il y a environ [10000 personnes qui ont perdu leur vie](#) directement à cause de la violence dans ce pays. Si une personne ou une famille est déportée, elle sera forcée de retourner dans un pays avec des [violations de droit de l'homme répandues](#) et des [abus de civils](#), y compris des exécutions sommaires, des disparitions forcées, des arrestations arbitraires, des crimes contre les minorités ethniques, de la violence basée sur le genre, et des recrutements d'enfants soldats.

*« Ce matin même, mon village est sous les tirs. Nos familles s'enfuient parce qu'elles ont peur que leur village soit la prochaine cible des groupes armés. »*

—Civil anonyme

Le Statut Protégé Temporaire (TPS) a été établi par le Congrès pour protéger les personnes qui viennent de pays en danger où elles ne peuvent pas retourner sans risquer de telles tragédies contre la déportation, ainsi que pour permettre le travail légal. Designier le Mali pour le TPS—étant donné que ce pays conforme aux [exigences de la loi](#) pour ce type de protection—fournirait de l'aide humanitaire indispensable pour les citoyens du Mali qui vivent actuellement aux États-Unis en leur permettant de rester avec leur famille et dans leur communauté et de vivre sans peur qu'ils pourraient être déportés et se trouver en danger.

## Conflit armé et instabilité politique

Les origines du conflit malien commencent en 2011, quand les [groupes armés du nord](#) du pays ont lancé une insurrection et expulsé les forces gouvernementales du Mali avec le soutien de groupes violents et extrémistes. En même temps, [un coup d'état militaire](#) dans la capitale Bamako intensifie la violence et entame un conflit armé de dix ans. Au total, [1,5 million de personnes](#) ont été forcées de fuir. Malgré une [intervention internationale](#), les groupes armés et extrémistes ont [continué à se multiplier et à avancer de terrain](#), menant à des affrontements brutaux dans les régions du centre et du nord du pays. Tragiquement, les civils sont souvent en danger durant ce conflit, alors qu'environ [40% des évènements violent](#) les prennent pour cible.

Depuis 2020, la situation s'est empirée. Deux coups d'états de suite, avec seulement neuf mois d'écart, [ont cimenté le pouvoir du gouvernement militaire](#) et plongé le pays dans le chaos et les relations aigries avec la communauté internationale. Pendant ce temps, la violence s'est intensifiée, causant la mort de [10000 personnes](#) et menant à une augmentation du nombre de faits violents de [presque 100%](#) entre 2020 et 2022. Le gouvernement militaire malien a [abandonné le partenariat sécuritaire](#) avec ses voisins de l'Afrique de l'ouest et a imposé des restrictions sévères sur les opérations de paix de l'ONU, ce qui a forcé l'ONU de considérer [une réduction ou l'achèvement complet](#) de son opération pour le maintien de la paix en juin 2023. Alors que la violence continue à augmenter, les civils se trouveront encore plus vulnérable avec une réduction des partenariat sécuritaires.

Malgré ce chaos, le gouvernement militaire ne montre aucun signe de radoucissement. En fin 2021, l'armée a refusé [de passer au pouvoir civil](#) malgré son propre engagement à le faire plus tôt la même année. Sous pression politique des pays voisins, ils ont programmé que la transition civile arrive avant la fin 2024. Cependant en mars 2023, le gouvernement s'est ancré encore plus vers le pouvoir militaire en [retardant le referendum constitutionnel](#), qui était la première étape du programme envers la transition civile.

L'armée du Mali a récemment demande l'aide du [groupe Wagner, une force mercenaire russe brutale](#). Il est documenté que le groupe Wagner s'en prend systématiquement aux civils et commet des abus de droits de l'homme odieux en complicité avec les forces gouvernementales. Depuis que leurs forces sont arrivées au Mali en fin 2021, [70% des évènements violents où participent le groupe Wagner](#) résultent dans une violence contre les civils. Les experts de l'ONU ont recommandé une enquête indépendante sur [les crimes de guerres et les crimes contre l'humanité potentiels](#) commis par le Groupe Wagner et les forces gouvernementales, suivant des reportages qui montrent qu'ils ont tué au moins 750 civils maliens, dont 300 dans le terrible [massacre Moura](#).

*« Nous rappelons l'inquiétude profonde du Secrétaire General à propos de la violence extrêmement élevée et fréquente au Mali. »*

—Député ambassadeur des États-Unis aux Nations Unis, Richard Mills

## Crise humanitaire

Alors que cette violence continue, les [observatoires de droit de l'homme](#) et le [Département d'État des États Unis](#) ont rendu compte des violations de droit de l'homme répandues. En conséquence, beaucoup ont dû s'enfuir en recherche de sécurité. Plus de [470000 personne ont subi un déplacement](#) au Mali, y compris plus de [60000 réfugiés dans les pays limitrophes](#) qui ont fui une violence similaire de la part de groupes extrémistes. Plus de 200000 maliens se sont réfugiés dans les pays voisins.

La combinaison de ce déplacement, des chocs climatiques qui s'empirent, des sanctions économiques imposées sur le Mali, et l'augmentation des prix de la nourriture et de l'essence à cause de la guerre en Ukraine ont [élevé de manière dramatique le besoin](#) d'aide humanitaire dans un pays où [plus de la moitié de la population](#) vit sous le seuil de pauvreté. [8,8 millions de personnes](#), ou 42% de la population entière (une quantité sidérante), aura besoin d'aide humanitaire en 2023, un accroissement considérable comparé à 5.9 millions en 2021.

Alors que les événements associés aux changements climatiques s'empirent, y compris une [sécheresse continue dans plusieurs régions et une inondation sévère](#) dans d'autres, environ [1,2 million de personnes](#) feront face à l'insécurité alimentaire pendant la période de la soudure. Les enfants sont les plus touchés, étant donné que 1,5 million souffrent de malnutrition aiguë. De plus, une épidémie de rougeole en 2022 et la pandémie de COVID-19 continuent à mettre à rude épreuve un [système de santé déjà fragile](#).

## **Il est impératif que le gouvernement de Biden ne retourne pas les personnes au danger. Designier le Mali pour le TPS sauverait des vies et permettrait de garder les familles ensemble.**

Le gouvernement de Biden devrait désigner le Mali pour le TPS, ce qui offrirait la protection et la stabilité pour beaucoup de familles et communautés aux États-Unis. En prenant cette mesure, le gouvernement américain protégerait les maliens qui vivent aux États-Unis d'une déportation envers un pays en plein conflit, où ils feraient certainement face à la violence, à des abus de droit de l'homme horribles, et même à la mort. Le Département d'État des États-Unis a récemment lancé [le plus grave avertissement quant au voyage](#) au Mali à cause de la violence persistante, les menaces d'enlèvement, et les attaques contre les civils.

Le congrès a [créé le TPS en 1990](#) pour assurer la protection contre la déportation et l'autorisation de travail aux individus de certaines nationalités qui font face à des conditions dangereuses dans leur pays d'origine du fait d'un conflit armé, un désastre naturel, ou autre conditions temporaires et

extraordinaires. Le programme est fondé pour fournir une protection de forme humanitaire dans des situations exactement telles que celle du Mali: pour éviter que les personnes retournent dans un pays où elles feront face à un conflit armé ou autre désastre qui mettra leur vie en péril. Les membres du congrès ont fréquemment dénoncé [les atrocités massives](#), [la violence continue](#), et [l'instabilité politique](#) au Mali, alors que les [défenseurs des droits de l'homme](#) ont exigé la désignation de TPS pour le Mali.

Fournir les protections de TPS aux individus de nationalité malienne leur donnerait aussi le pouvoir de contribuer, davantage et avec plus de valeur, à leurs communautés et à l'économie générale des États-Unis. Estimer la population de maliens aux États-Unis qui bénéficieraient du TPS n'est pas facile. Néanmoins, la recherche de FWD.us indique que le Sondage de la Communauté Américaine du Bureau du Recensement des États-Unis (« U.S. Census Bureau's American Community Survey ») a identifié une population de [8000 personnes](#), combinant le Mali et son voisin la Mauritanie qui partage les mêmes groupes linguistiques, pourraient bénéficier du TPS. Ceux qui font partie de ce groupe ont vécu, en moyenne, neuf ans aux États-Unis et contribué 230 millions de dollars à l'économie chaque année, avec une participation de 73% dans la main-d'œuvre et le fourniture de services essentiels pendant une période de pénurie de travailleurs et [un taux d'inflation élevé](#). Les maliens et les mauritaniens qui pourraient qualifier pour le TPS vivent dans des foyers qui incluent 14000 citoyens américains. Une désignation de TPS pour le Mali aiderait des milliers de familles américaines à rester ensemble.

Jusqu'aujourd'hui, le gouvernement de Biden a réussi à protéger des milliers de personnes de pays qui sont ravagés par les désastres naturels et autres crises humanitaires et sécuritaires en leur fournissant le TPS et le Deferred Enforced Deportation (DED). Le gouvernement devrait continuer ces accomplissements et désigner le Mali pour le TPS. Cela conformerait avec les objectifs de ce gouvernement d'avancer vers un système migratoire plus humain, sûr, et ordonné, tout en préservant les unités familiales et communautaires.